



Agriculteurs demandés :

Le renouvellement de la main-d'œuvre dont le Canada a besoin pour mener la prochaine révolution verte



Principales constatations



D'ici 2033, 40 % des exploitants agricoles canadiens auront pris leur retraite. L'agriculture du Canada est donc sur le point de vivre l'une des plus grandes transitions de son histoire en matière de main-d'œuvre et de relève des dirigeants.

-24K

Sur le même horizon, la pénurie de main-d'œuvre pourrait atteindre 24 000 travailleurs dans les exploitations agricoles, les pépinières et les serres.ⁱ

66 %

66 % des producteurs n'ont pas de plan de relève, ce qui jette une ombre sur l'avenir des terres agricoles.ⁱⁱ



Ces menaces émergent à un moment où la main-d'œuvre agricole du Canada a besoin d'évoluer pour inclure des compétences telles que l'analyse des données, les sciences de l'environnement et les pratiques respectueuses du climat, ce qui nous permettrait de produire plus d'aliments avec moins d'émissions.



À l'aide de politiques à court, moyen et long terme, le Canada peut se procurer la main-d'œuvre agricole compétente en technologie numérique dont le pays a besoin pour devenir un chef de file mondial de la production alimentaire durable et à faibles émissions de carbone.

+30K

Afin d'éviter une crise des compétences à court terme, au cours de la prochaine décennie nous devrons attirer 30 000 immigrants permanents capables d'établir leurs propres fermes et serres ou de reprendre les exploitations existantes.

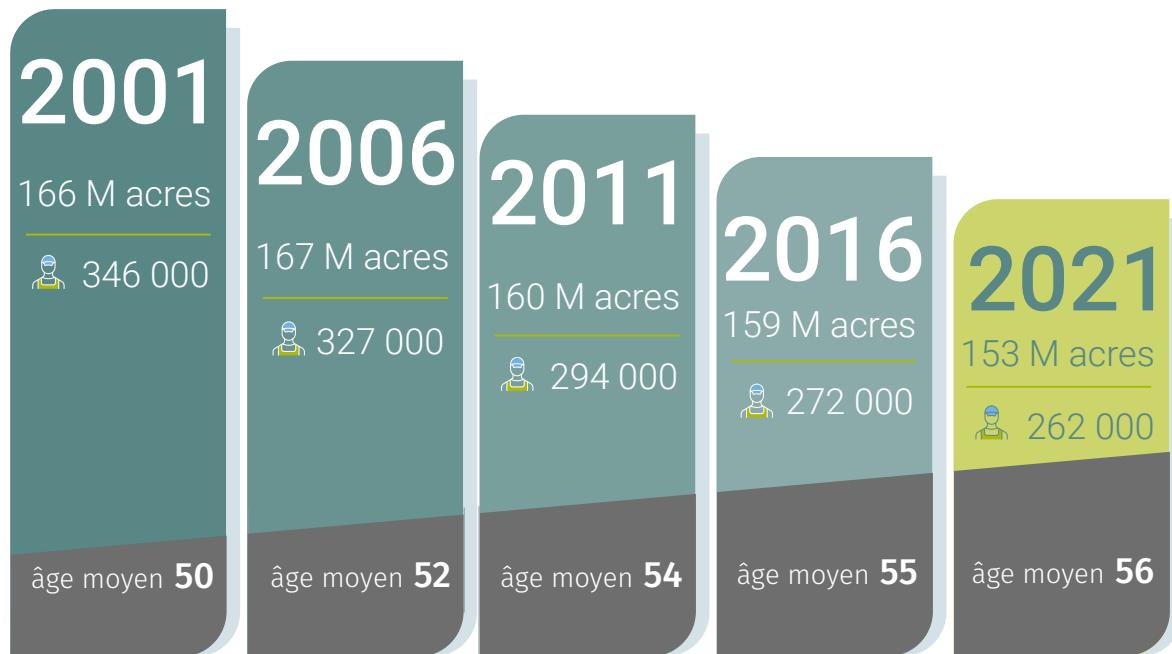


Pour atteindre nos objectifs à moyen et à long terme, nous devrons bâtir un nouveau pipeline d'exploitants et de travailleurs nationaux en facilitant l'accès à l'enseignement et en augmentant les dépenses de recherche et développement destinées à améliorer l'automatisation et la productivité.



D'autres pays comme le Japon et la Nouvelle-Zélande déploient rapidement des stratégies nationales visant à relever des défis similaires. Les gouvernements en question offrent des incitatifs aux exploitants qui deviennent plus autonomes et ouvrent des voies aux travailleurs étrangers qualifiés et aux nouveaux agriculteurs. Le Canada doit agir rapidement.

Les agriculteurs canadiens vieillissent et sont moins nombreux



Citation : Services économiques RBC et Statistique Canadaⁱⁱⁱ

Un plan de croissance en trois points

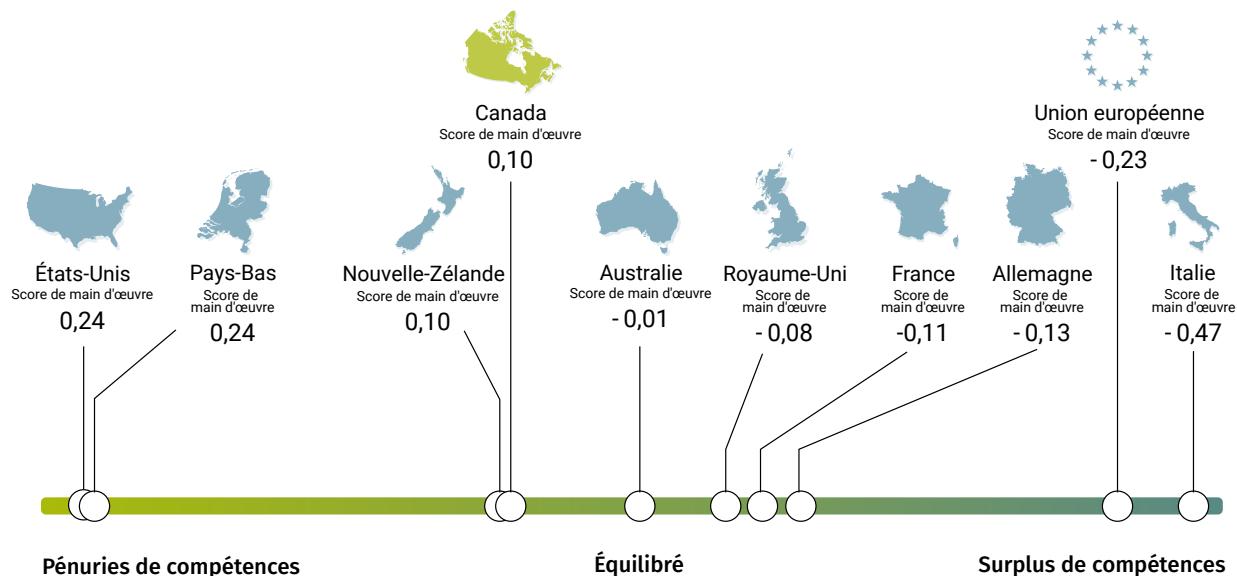
1. Accroître l'immigration d'exploitants agricoles internationaux de 30 000 travailleurs au cours de la prochaine décennie.
2. Promouvoir l'enseignement agricole dans les collèges et les universités afin d'attirer de nouveaux étudiants.
3. Accélérer l'adoption de solutions autonomes et mécanisées dans les exploitations agricoles.

À court terme :

Ouvrir les frontières à de nouveaux producteurs canadiens

La crise des compétences agricoles que traverse le Canada est déjà l'une des pires au monde. Le pays souffre d'une pénurie de compétences qui figure parmi les plus graves du secteur de la production alimentaire à l'échelle mondiale, en comparaison avec les autres grands exportateurs de produits alimentaires. Seuls les États-Unis et les Pays-Bas sont encore plus à la traîne.

La pénurie de travailleurs agricoles dont souffre le Canada est l'une des plus graves au monde



Citation : Services économiques RBC et Base de données sur les compétences d'emploi de l'OCDE^{iv}

La crise démographique qui approche à grands devrait aggraver le problème. Dans 10 ans, 60 % des exploitants agricoles d'aujourd'hui auront plus de 65 ans. Jamais autant d'agriculteurs canadiens n'ont été aussi près de la retraite. De plus, le nombre d'exploitants de moins de 55 ans a décliné de 54 % depuis 2001.^v La solution la plus rapide se trouve à nos frontières. L'octroi d'un statut de résident permanent à plus de 24 000 travailleurs agricoles et 30 000 exploitants pourrait combler les pénuries liées à la retraite et aux postes vacants, aider le secteur à réaliser son potentiel de productivité et répondre à la demande alimentaire canadienne aussi bien qu'internationale.

De nombreuses serres et exploitations agricoles font déjà appel à d'autres pays pour répondre au besoin de main-d'œuvre peu qualifiée. De fait, le secteur agricole canadien est l'un des plus diversifiés au monde, bien que la demande de travailleurs étrangers diffère considérablement selon les provinces et les activités.

Le programme des travailleurs étrangers temporaires demeure une source essentielle de main-d'œuvre peu qualifiée. Mais ce dispositif a ses inconvénients. Premièrement, il s'agit d'une solution provisoire à un problème chronique. Deuxièmement, bon nombre des travailleurs étrangers temporaires (TET) qui acquièrent des compétences essentielles à l'ensemencement et à la récolte au Canada doivent retourner dans leur pays d'origine pendant de courtes périodes. S'il leur est impossible de revenir au Canada (par exemple parce que leur propre gouvernement fait obstacle à la migration pour des raisons de sécurité alimentaire nationale), la main-d'œuvre agricole du Canada s'en trouve considérablement réduite.

De meilleures politiques sont nécessaires pour faciliter l'immigration des travailleurs peu qualifiés. Par exemple, une voie vers la résidence permanente pour les TET expérimentés constituerait une solution immédiate à ce type de pénurie.

En ce qui concerne les exploitants agricoles hautement qualifiés, le Canada a toujours bien accueilli cette catégorie d'immigrants en provenance des Pays-Bas, de la Chine, des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Inde. Cependant, il existe aujourd'hui des occasions en or d'attirer des exploitants ayant perdu leurs entreprises à cause de politiques réglementaires d'autres pays.

Aux Pays-Bas, par exemple, le gouvernement a réservé un budget de 24,3 milliards d'euros pour racheter les 3 000 fermes néerlandaises qui produisent le plus d'émissions. Les producteurs n'acceptant pas cette offre seront forcés de fermer. De plus, les exploitations agricoles autorisées à rester en activité devront considérablement diminuer leur application d'azote. Le pays devra aussi réduire sa population d'animaux d'élevage à un tiers de sa taille actuelle dans un délai de huit ans. En Nouvelle-Zélande, une loi de 2019 exigeant des producteurs qu'ils réduisent leurs émissions de 10 % dans les trois prochaines années oblige déjà les exploitations agricoles à réduire leurs activités.

Des centaines de milliers d'agriculteurs qualifiés du monde entier sont forcés de réduire la taille de leur exploitation ou sont menacés de fermeture. Rien qu'au sein de l'UE, une perte de plus de quatre millions d'exploitations agricoles est enregistrée depuis 2005. À l'échelle mondiale, cela crée un bassin d'agriculteurs qualifiés qui pourraient aider le Canada à accroître ses exportations alimentaires et à s'adapter aux règlements plus rigoureux en matière de durabilité.

L'immigration de scientifiques, d'ingénieurs en données et d'entrepreneurs est déjà reconnue comme essentielle à la croissance du Canada. Une approche similaire doit être adoptée pour attirer les agriculteurs.

À moyen terme :

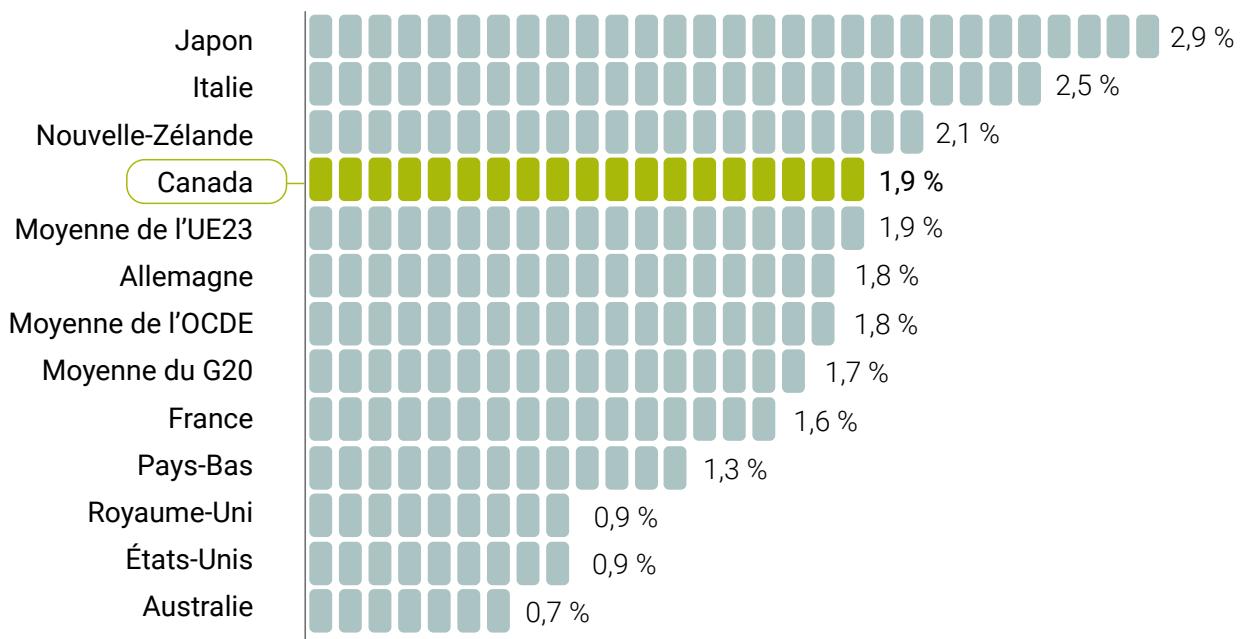
Les écoles d'agriculture doivent évoluer pour répondre aux exigences d'aujourd'hui

Un changement fondamental est survenu dans les écoles d'agriculture partout au Canada. Alors que les inscriptions déclinaient dans les années 1990, beaucoup ont revu leurs programmes. Afin d'encourager les inscriptions, ces écoles ont commencé à offrir des cours interdisciplinaires susceptibles d'attirer les étudiants urbains moins motivés pour travailler en exploitation agricole. Cela signifiait se concentrer sur des sujets autres que les sciences agricoles, allant de la sécurité alimentaire au développement international.

L'approche a fonctionné. Après avoir touché le fond en 2003, les admissions ont augmenté de plus de 40 %, ce qui signale un changement de mentalité à l'égard des études agricoles.^{vi} À l'heure actuelle, le taux d'inscription à l'enseignement postsecondaire dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et des sciences vétérinaires au Canada fait partie des plus élevés parmi les taux de l'OCDE, de l'UE et du G20. Malgré cela, la demande de diplômés continue de dépasser l'offre.^{vii}

Le taux d'inscription à l'enseignement agricole au Canada est élevé

Pourcentage d'inscriptions total



Citation : Base de données Regards sur l'éducation de l'OCDE et Services économiques RBC^{viii}

Afin de renforcer le taux d'inscription, davantage d'efforts doivent être mis en œuvre pour intégrer l'agriculture aux programmes traditionnels. Par exemple, parmi les dix meilleures écoles de commerce du Canada, aucun programme de MBA à temps plein n'offre de cours optionnels dans le domaine de l'agriculture. De même, les écoles d'agriculture ne font pas assez pour promouvoir une approche interdisciplinaire qui intégrerait des étudiants de filières allant de l'ingénierie aux sciences sociales. Ces innovations seront essentielles pour encourager les inscriptions et construire un écosystème agricole plus solide et mieux doté en ressources.

D'un autre côté, plusieurs écoles et collèges d'agriculture sont en voie de se transformer en centres multidisciplinaires parmi les plus polyvalents du pays. Ces établissements incorporent des thèmes qui vont des incitatifs financiers à la séquestration du carbone dans les sols, en passant par l'énergie propre. L'Installation de recherche sur les systèmes environnementaux contrôlés de l'Université de Guelph travaille même avec la NASA et l'Agence spatiale canadienne pour mettre au point des méthodes de culture de nourriture sur Mars.

En plus d'augmenter le nombre d'inscriptions, les écoles d'agriculture doivent équiper les élèves des outils dont ils ont besoin pour mettre en œuvre leurs compétences. Par exemple, les écoles d'ingénierie, de commerce et d'informatique pourraient mettre en place davantage de coopératives, d'études de cas et de projets spéciaux liés à l'agriculture, qui offriraient des occasions d'apprentissage expérientiel axées sur la production alimentaire.

Services-conseils pour les producteurs

L'enseignement ne finit pas à la porte de l'école. Les producteurs ont toujours été des pionniers dans le domaine des nouvelles technologies. Pour mettre encore plus de compétences numériques en application, ils auront besoin de services-conseils leur permettant de se renseigner sur les meilleures solutions, les pratiques de production les plus efficaces et les façons de réduire les coûts et de promouvoir la durabilité dans leurs exploitations. Étant donné que chaque exploitation est confrontée à des défis uniques, les solutions doivent être individualisées. Les services-conseils visent à aider les agriculteurs à concevoir des solutions sur mesure. De plus, des ateliers sont proposés aux exploitants agricoles et à leurs employés, que ce soit dans un cadre structuré ou de façon informelle. Les services-conseils, à l'image de ceux qui sont offerts aux agriculteurs américains, doivent devenir plus accessibles aux nouveaux agriculteurs canadiens.

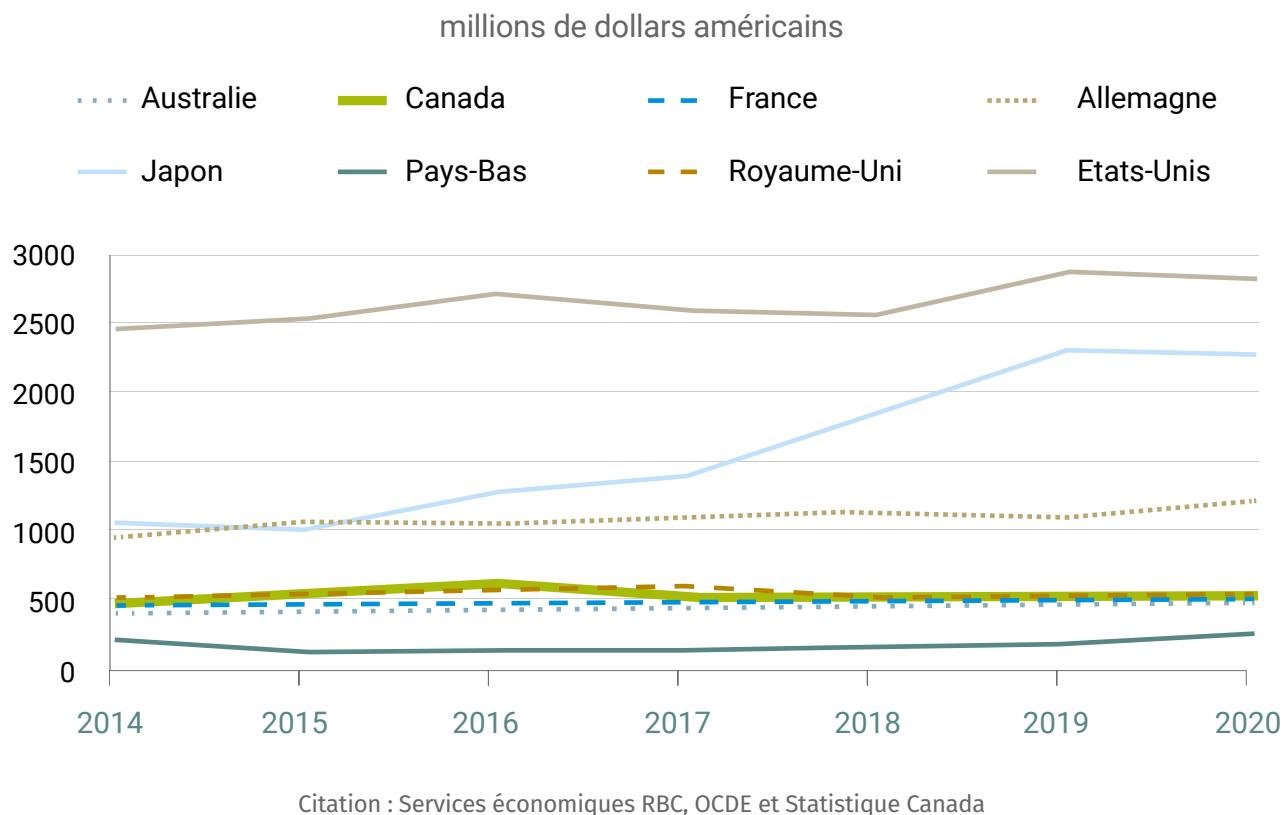
À long terme :

Déployer des solutions pour renforcer la mécanisation et l'autonomie des exploitations agricoles

L'automatisation est un thème central de l'agriculture depuis des siècles. La plupart des machines et des outils intègrent aujourd'hui des technologies qui augmentent l'efficacité sur chaque acre cultivé. Et les producteurs qui investissent dans la technologie sont souvent ceux qui dégagent la meilleure rentabilité. En 2020, plus de 50 % des exploitations agricoles ayant investi dans les nouvelles technologies ont constaté une baisse de leurs coûts. Et bien que l'automatisation réduise le besoin de main-d'œuvre agricole, elle crée aussi de nouveaux emplois pour les travailleurs hautement qualifiés. Les inventions telles que le tracteur, la moissonneuse-batteuse automotrice et le guidage automatisé ont marqué des jalons dans l'innovation et la productivité de l'agriculture.

Dorénavant, les technologies et pratiques agricoles intelligentes permettront aux exploitations de rehausser leur efficacité et leur productivité, de limiter leur impact sur l'environnement et de mettre l'accent sur la durabilité. Un autre aspect important est que ces solutions innovatrices réduisent les besoins de main-d'œuvre peu qualifiée.

Dans l'agriculture canadienne, le financement public de la recherche et du développement est en retard par rapport aux autres pays



Une grande partie de cette technologie est en cours de développement au Canada. Néanmoins, un effort de recherche et de développement plus ambitieux est essentiel pour réduire les besoins de main-d'œuvre, améliorer les taux de production et promouvoir la durabilité. Cela commence par le financement. Au Canada, les fonds consacrés à la recherche et au développement du secteur agricole proviennent principalement de sources publiques. Nous devons viser plus haut en matière de financement, car chaque dollar investi en recherche et développement génère entre 10 et 20 dollars de PIB.^{ix} À mesure que la production agricole s'intensifiera, de plus en plus d'outils seront nécessaires pour réduire les émissions de manière autonome.

Les investissements publics représentent la plus grande source de financement dans la recherche et le développement agricoles au Canada, soit 456 millions de dollars en 2020, mais les investissements du secteur privé sont à la traîne avec 156 millions de dollars.^{xxi} Et les sociétés canadiennes, de manière générale, investissent moins dans la recherche et le développement, en comparaison avec leurs homologues étrangères. Les sociétés ont contribué de façon significative aux innovations passées, afin de résorber les pénuries de main-d'œuvre tout en rendant la production agricole plus résiliente face aux phénomènes météorologiques extrêmes et en améliorant la qualité et la durabilité. Toutefois, pour que le Canada devienne l'exportateur alimentaire le plus fiable et le plus durable au monde, d'autres investissements seront nécessaires.

L'effort de recherche et développement peut stimuler la croissance du secteur, mais la distribution entre les producteurs sera essentielle. Les dépenses en immobilisations ont augmenté plus rapidement dans l'agriculture que dans les autres secteurs du Canada au cours des 15 dernières années. Or, la majeure partie de ces investissements est attribuable aux cultivateurs.

Les sociétés agricoles canadiennes sont à la traîne des concurrents mondiaux en matière de dépenses en recherche et développement

Dépenses sur la base du pourcentage des revenus

2018

1,2 %
Canada
—
5,2 %
Étranger

2019

1,0 %
Canada
—
3,8 %
Étranger

2020

1,4 %
Canada
—
4,6 %
Étranger

Citation : Services économiques RBC, Statistique Canada^{xii}

Comparaison mondiale

Le Canada n'est pas le seul pays à faire face à une pénurie de main-d'œuvre et de compétences dans son secteur agricole. Les autres pays ont déjà pris des mesures pour remédier aux pénuries grâce à des programmes politiques spécifiques :



Le Japon

L'âge moyen d'un exploitant agricole est de 68 ans au Japon, ce qui en fait le pays de l'OCDE le plus sensible au problème de la relève des dirigeants. Pour encourager les jeunes à entrer dans le secteur, le gouvernement leur offre une aide au revenu pendant cinq ans à compter de la création de leur propre exploitation agricole. De plus, le programme Smart Agriculture propose des services-conseils gratuits sur la façon de mettre en œuvre des solutions autonomes et mécanisées. Le pays a également établi des « villages pilotes » visant à démontrer l'efficacité des nouvelles technologies.^{xiii}



La Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande a du mal à convaincre les jeunes et les nouveaux producteurs à s'engager dans le secteur. En 2014, un groupe de producteurs, universités, collèges et agents publics ont formé la Primary Industry Alliance.^{xiv} Le volet agricole du programme ambitionne d'attirer de nouveaux agriculteurs par les voies de l'enseignement et de l'immigration. De plus, le gouvernement a engagé un dialogue avec la communauté maorie afin d'accroître sa participation dans le secteur.



Les Pays-Bas

Plus de 530 000 travailleurs migrants sont employés dans le secteur agricole néerlandais. Alors que les Pays-Bas dépendent de plus en plus de ces travailleurs migrants, le pays souhaite augmenter la part de travailleurs hautement qualifiés. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a élaboré le programme Strategy for Green Education, dont l'objectif est d'attirer les étudiants dans le secteur et d'assurer une coordination entre les établissements d'enseignement afin de répondre aux besoins de main-d'œuvre agricole.



Les États-Unis

Tout comme le Canada, les États-Unis sont fortement dépendants des travailleurs temporaires. Cependant, du fait que le nombre d'exploitants agricoles a diminué, la demande de main-d'œuvre n'a fait que croître. Il existe un financement pour les programmes d'enseignement agricole dans les écoles secondaires, et des terrains sont donnés aux universités qui offrent des services consultatifs aux agriculteurs. Cependant, la crise de la main-d'œuvre pousse le salaire moyen vers le haut et incite de nombreux producteurs à investir dans des solutions autonomes.

Conclusion

Le secteur agricole fait face à une pénurie de main-d'œuvre et de compétences pour transformer l'agriculture. Toutefois, avec une bonne approche, ce désavantage aigu pourrait devenir un avantage générationnel. Si le Canada augmentait l'immigration d'agriculteurs qualifiés, encourageait les collèges et universités à faire entrer dans cette filière des étudiants de tous les horizons, et investissait dans des solutions innovatrices visant à automatiser le secteur et à réduire la main-d'œuvre agricole, alors le pays pourrait prendre la tête de la transition mondiale vers une agriculture à faibles émissions de carbone.

Le budget de 2023 a été l'occasion d'établir des objectifs ambitieux qui tirent parti des avantages naturels du Canada dans le domaine de l'agriculture. Bon nombre des mesures dévoilées apportent un soulagement temporaire à diverses questions, mais le budget manque de vision globale sur l'avenir du secteur et les enjeux climatiques auxquels il est confronté. Le moment est venu pour les agriculteurs, les gouvernements et les acteurs de la chaîne logistique agricole de travailler ensemble sur cette question.

Pour relever ces défis, il faudra adopter une nouvelle approche basée sur la participation de toutes ces parties prenantes.

Facteurs de succès



Government

Favoriser l'immigration d'exploitants agricoles qualifiés à l'échelle mondiale.

Le Canada est un pays d'immigrants qui a la réputation d'être accueillant pour les nouveaux arrivants. Cela lui confère un avantage fondamental par rapport aux autres grands exportateurs de produits alimentaires. Les structures d'immigration existantes, qui ont fait leurs preuves auprès d'autres secteurs canadiens, pourraient contribuer à remplacer plus de 63 000 exploitants agricoles après leur départ en retraite. Une nouvelle approche, dans l'esprit du Volet des talents mondiaux, pourrait encourager les agriculteurs disposant d'un capital prédéfini à immigrer au Canada et participer à la relève des dirigeants dans les exploitations agricoles. En élargissant les programmes actuels et en plaçant les compétences agricoles au cœur des priorités, le Canada aurait la capacité d'attirer au moins 3000 exploitants agricoles qualifiés par année.

Établir un programme de crédit d'impôt pour les agriculteurs qui investissent dans les nouvelles technologies. Les producteurs sont parmi les plus grands investisseurs en immobilisations au Canada, mais la plupart du temps ils ne sont pas aussi bien récompensés que les autres secteurs pour leurs dépenses en technologies innovatrices. Par le biais d'un programme similaire aux encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental, les exploitants agricoles devraient être récompensés pour leurs investissements dans des solutions autonomes ou mécanisées qui augmentent l'efficacité et réduisent les émissions.



Secteur privé

Encourager les sociétés agricoles à accroître leurs propres dépenses en recherche et développement. Personne ne sait vraiment pourquoi les sociétés canadiennes ne dépensent pas autant que leurs homologues étrangères dans la recherche et le développement. Il serait important que les sociétés et les organisations qui représentent le secteur agricole identifient les obstacles à l'investissement et définissent les mesures à prendre pour les surmonter. De plus, les sociétés agricoles étrangères qui exercent leurs activités au Canada doivent être incitées à mener des recherches plus poussées au Canada, au lieu de se contenter de déployer des innovations localement.

Construire un réseau de producteurs, de chercheurs et d'entreprises en faveur de l'innovation. Afin de faire avancer la technologie, les communautés de producteurs, de chercheurs et d'entreprises ont besoin de s'organiser pour développer et tester les innovations sur le terrain. Une telle approche (semblable au Clean Resource Innovation Network) permettrait aux nouvelles idées d'être mises en œuvre plus rapidement. Et le secteur pourrait évaluer l'efficacité des nouvelles technologies au vu de leurs résultats réels sur le terrain. Les sociétés qui investissent dans de nouveaux développements peuvent tirer un avantage financier de ces collaborations.



Agriculteurs

La planification de la relève doit être une priorité. En l'absence de plans de transition clairs, des terres agricoles d'une grande valeur pourraient être abandonnées et devenir improductives. En revanche, des plans clairs et bien définis faciliteraient le transfert des terres, des connaissances, de la main-d'œuvre et de la propriété aux nouvelles générations. Bien sûr, chaque exploitation agricole est unique. Cependant, grâce à la mise en place de plans de relève efficaces, l'héritage et l'histoire des exploitations agricoles peuvent être transmis aux nouvelles générations. Parler à un conseiller en services financiers aidera à adapter les solutions à chaque situation particulière. Si des exploitants agricoles souhaitent vendre leurs terres, envisager de vendre à de nouveaux producteurs empressés d'entrer dans le secteur, à des exploitants productifs ou à des agriculteurs qui viennent d'arriver au Canada peut aider à garantir que la productivité de l'exploitation ne ralentira pas.



Collèges et universités

Décloisonner les facultés. Le taux d'inscription dans les écoles d'agriculture du Canada serait amélioré si l'agriculture était incluse dans les programmes d'autres facultés. De nombreux programmes de STIM et d'écoles de commerce n'intègrent pas l'agriculture. Et le secteur n'a pas seulement besoin de nouveaux diplômés de programmes agricoles pour combler le manque de main-d'œuvre et de compétences. Il a aussi besoin de diplômés d'autres domaines de l'écosystème général. Qu'il s'agisse de former des ingénieurs capables d'aider les exploitations agricoles à renforcer leur efficacité opérationnelle, ou des technologues qui fournissent des analyses de données pour rendre les exploitations plus durables, les collèges et les universités canadiens ont un rôle important à jouer dans la transformation du secteur.

Faire de la durabilité une matière obligatoire dans l'enseignement agricole.

Dans bon nombre de programmes agricoles, les cours sur la durabilité sont optionnels. Si nous voulons construire un système agricole durable, ce thème doit être au centre de l'enseignement. Un système productif et résilient ne dépend pas seulement de notre capacité à produire plus de nourriture, mais aussi de notre capacité à le faire de manière durable.

Lancer un programme de villes intelligentes pour mettre en valeur les innovations agricoles. Les universités peuvent travailler avec les sociétés pour établir des « villes intelligentes ». De même que les villages pilotes japonais, ces villes adopteraient de nouvelles technologies agricoles et encourageraient les étudiants, les agriculteurs et les innovateurs du Canada à les visiter et à apprendre davantage à leur sujet. Ces villes pourraient accélérer l'adoption des technologies agricoles, et héberger les programmes coopératifs destinés aux nouveaux étudiants du secteur agricole.

Collaborateurs :

Auteur principal:

Mohamad Yaghi,

esponsable principal, Politique agricole et climatique, RBC

RBC

Naomi Powell, Managing Editor,

directrice de rédaction, Services économiques et Leadership avisé

Farhad Panahov, économiste

Carrie Freestone, économiste

Darren Chow, Senior Manager, premier directeur, Médias numériques

Shiplu Talukder, spécialiste, Publication numérique

Gwen Paddock, Director,

directrice, Durabilité et climat, Agriculture et agroentreprise

Deus Mugabe, candidat au doctorat, Agriculture végétale

Lisa Ashton, candidate au doctorat

Remerciements

Joy Agnew, Ph. D., vice-présidente associée, Recherche appliquée, Olds College

Christopher Johnson, associé principal en développement, Olds College

Danny Le Roy, Ph. D., professeur agrégé d'économie, Université de Lethbridge

Jeanna Rex, Arrell Food Institute, coordonnatrice en éducation, Arrell Food Institute, Université de Guelph

Beverly Agar, première directrice relationnelle, Agriculture et agroalimentaire, RBC

Boston Consulting Group

Youssef Aroub, chef de projet

Keith Halliday, directeur général principal, Centre pour l'avenir du Canada

Chris Fletcher, directeur général et associé

Thomas Foucault,

directeur général et associé

Shalini Unnikrishnan,

directrice générale et associée

Sonya Hoo, directrice générale et associée

Pilar Pedrinelli, experte-conseil

Arrell Food Institute, University of Guelph

Evan Fraser, directeur

Ibrahim Mohammed,

candidat au doctorat, Sciences environnementales

Annexe

- i. Emploi et Développement social Canada et Services économiques RBC.
- ii. Recensement de l'agriculture de 2021 du Canada de Statistique Canada et Services économiques RBC.
- iii. Recensement de l'agriculture de 2021 du Canada de Statistique Canada et Services économiques RBC.
- iv. Services économiques RBC et Base de données sur les compétences d'emploi de l'OCDE.
- v. Recensement de l'agriculture de 2021 du Canada de Statistique Canada et Services économiques RBC.
- vi. Recensement de l'agriculture de 2021 du Canada de Statistique Canada et Services économiques RBC.
- vii. Base de données Regards sur l'éducation de l'OCDE et Services économiques RBC.
- viii. Base de données Regards sur l'éducation de l'OCDE et Services économiques RBC.
- ix. Institut agricole du Canada, « An Overview of the Canadian Agricultural Innovation System. »
- x. Statistique Canada et Services économiques RBC.
- xi. Statistique Canada et Services économiques RBC.
- xii. Statistique Canada, Statistiques de l'OCDE et Services économiques RBC.
- xiii. « Labour and skills shortages in the agro-food sector », documents de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et la pêche, n° 189, publication de l'OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ed758aab-en>.
- xiv. « Labour and skills shortages in the agro-food sector », documents de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et la pêche, n° 189, publication de l'OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ed758aab-en>.
- xv. « Labour and skills shortages in the agro-food sector », documents de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et la pêche, n° 189, publication de l'OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ed758aab-en>.

Avis de non-responsabilité

Le présent article vise à offrir des renseignements généraux seulement et n'a pas pour objet de fournir des conseils juridiques ou financiers, ni d'autres conseils professionnels. Veuillez consulter un conseiller professionnel en ce qui concerne votre situation particulière. Les renseignements présentés sont réputés être factuels et à jour, mais nous ne garantissons pas leur exactitude et ils ne doivent pas être considérés comme une analyse exhaustive des sujets abordés. Les opinions exprimées reflètent le jugement des auteurs à la date de publication et peuvent changer. La Banque Royale du Canada et ses entités ne font pas la promotion, ni explicitement ni implicitement, des conseils, des avis, des renseignements, des produits ou des services de tiers.



Publié par

Institut d'action climatique RBC

www.rbc.com/farmerswanted